

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 9 avril 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant une subvention pour des travaux de conservation entrepris à un bien classé lorsque le bénéficiaire est une personne de droit privé", a donné le 12 avril 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 april 1996 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot regeling van de subsidiëring van werken tot behoud van een beschermd goed, uitgevoerd door een privaatrechtelijke rechtspersoon", heeft op 12 april 1996 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

En l'occurrence, la demande d'avis est motivée

"par le vide juridique qui existe depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 04.03.1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier".

*

*

*

Formalités préalables.

Etant donné ses incidences budgétaires, l'arrêté en projet doit recevoir l'accord du ministre du budget.

Selon les explications du délégué du gouvernement, cet accord n'a pas encore été obtenu.

C'est sous la réserve de l'obtention dudit accord, qu'il est procédé à l'examen de l'arrêté en projet.

*

*

*

.../...

Examen du projet.

Observations générales.

1. Tel qu'il est rédigé, l'arrêté en projet ne permet pas de déterminer avec précision :

- a) à quel moment doivent être introduites les demandes de subventions auxquelles il s'applique;
- b) quelle doit être la composition des dossiers de demande de subvention;
- c) quelle autorité se prononce sur la demande de subvention et selon quelle procédure.

2. En plusieurs de ses dispositions, l'arrêté en projet fait référence à l'autorisation requise par l'article 27, § 2, de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier.

L'attention est attirée sur ce que, contrairement à la thèse qui semble être celle des auteurs du projet, cette autorisation n'est pas nécessairement requise pour tous les travaux pouvant donner lieu à l'octroi d'une subvention (1).

(1) En particulier, tous les travaux d'entretien que mentionne l'article 3, 1^o, de l'arrêté en projet n'entrent pas dans l'une des catégories de travaux soumis à autorisation en vertu de l'article 27, § 2, de l'ordonnance du 4 mars 1993.

Par ailleurs, en ce qui concerne les travaux soumis à ladite autorisation, il convient de préciser comment il y a lieu de combiner la procédure d'autorisation et la procédure de subvention.

L'ensemble du texte en projet sera revu à la lumière de ces observations.

Observations particulières.

Intitulé.

Il est proposé de rédiger le texte de l'intitulé de la manière suivante :

"Projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une subvention à une personne de droit privé pour des travaux de conservation entrepris à un bien classé".

Préambule.

Le projet omet de viser l'avis de l'inspecteur des Finances.

Entre les alinéas 2 et 3, on insérera un alinéa 2 :

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances donné le 3 avril 1996;".

.../...

Proposant.

Dans la mesure où le ministre du Budget contresigne l'arrêté, son nom doit figurer dans le proposant.

Dispositif.

Article 1er.

1. L'arrêté en projet ne contient pas de disposition particulière pour les biens accessibles au public. En conséquence, le 4º sera omis.

2. Compte tenu des explications du délégué du Gouvernement, le texte suivant est proposé pour le 5º :

"5º bien inoccupé : le bien classé qui, pendant une période d'au moins cinq ans précédant l'introduction de la demande de subvention, n'a pas été utilisé conformément à la destination prévue par un permis d'urbanisme ou, à défaut, conformément à sa destination d'origine;"

3. Au 8º, le texte doit mentionner de manière précise les dispositions auxquelles il est fait référence.

Article 2.

Il résulte des explications du délégué du Gouvernement que l'article 2 a pour seul objet d'annoncer d'autres

.../...

dispositions de l'arrêté en projet, en particulier l'article 6, § 2, et l'article 7.

L'article 2 est donc inutile. Il doit être omis. Toutefois les mots "Dans la limite des crédits budgétaires" doivent être insérés au début du texte de l'article 6, § 1er.

Article 3.

1. Certains des éléments qui sont visés au 1^o ne constituent pas, à proprement parler, des travaux, par exemple le 1^o, a) et le 1^o, k).

Le texte sera revu en veillant à ce que tous les éléments énumérés consistent en des travaux.

2. Le 2^o, b), est contraire au sens commun des mots : l'on ne peut en effet, définir comme étant des "travaux de restauration", "le remplacement d'éléments ... qui ne peuvent être restaurés".

Le texte sera revu pour éviter tout contresens.

3. Au 3^o, compte tenu des explications du délégué du Gouvernement, on insérera les mots "visés au 1^o ou au 2^o" entre les mots "travaux" et "notamment". Mieux vaudrait, par ailleurs, remplacer les mots "onder andere" par le mot "inzonderheid" dans le texte néerlandais de cette disposition. En outre, le texte néerlandais du 3^o devrait être

.../...

rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

Au 2^o, compte tenu des explications du délégué du Gouvernement, on insérera le mot "total" entre les mots "montant" et "estimé". Enfin, il y a lieu d'ajouter au substantif "sgraffite" la marque du pluriel.

Au 3^o, il faut mettre au singulier "clause ... prévue dans les dispositions ...".

Chapitre II - Article 5.

1. Le texte doit être revu pour déterminer plus clairement à quel moment les obligations qu'il énonce doivent être respectées.

2. Au 4^o, le texte doit préciser en quoi consistent le "contrôle technique" et le "rapport" visés, qui en est chargé et sur quelles mesures ils peuvent déboucher.

3. Le 6^o est inutile, il doit être omis.

.../...

4. Au 9º, il faut écrire :

"9º déclarer les fonds publics qu'il a obtenus et les demandes de subvention qu'il a introduites pour ...".

5. L'objet de l'obligation que prévoit le 10º est fondamentalement différent de celui des autres obligations qu'énonce l'article 5.

Le 10º fera donc l'objet d'une disposition autonome.

Article 6.

1. Au début du paragraphe 1er devenant l'alinéa 1er, il faut écrire :

"Art. Dans la limite des crédits budgétaires, le montant de la subvention est fixé et ...".

2. Il résulte des explications du délégué du Gouvernement que, contrairement à ce que le texte de l'article 6, § 2, peut donner à penser - en particulier par l'utilisation des mots "lors du calcul de la subvention" -, le pouvoir que cette disposition donne au Gouvernement consiste en un pouvoir réglementaire, et non pas en un pouvoir à exercer au cas par cas, à l'occasion de l'examen de chaque demande de subvention.

.../...

En réalité, l'article 6, § 2, se borne ainsi à annoncer l'adoption d'un arrêté réglementaire du Gouvernement. Une telle disposition est inutile et doit être omise.

Article 7.

1. Au paragraphe 2, 1^o, b), pour se conformer à la terminologie légale, on remplacera les mots "une fondation" par les mots "un établissement".

2. Selon le même littéra b, l'association sans but lucratif ou l'établissement d'utilité publique doit être "domicilié" - c'est-à-dire doit avoir son siège - dans la Région de Bruxelles-Capitale. Cette condition est sans rapport avec les objectifs poursuivis par la législation relative à la conservation du patrimoine immobilier. En conséquence, sous peine d'entraîner une discrimination à l'égard des associations sans but lucratif et des établissements d'utilité publique dont le siège n'est pas situé dans la Région de Bruxelles-Capitale, les mots "domiciliée dans la Région de Bruxelles-Capitale" doivent être omis.

Article 9.

1. Il ressort des explications du délégué du Gouvernement que la subvention ne peut être liquidée qu'après que le service des monuments et des sites a constaté que les travaux ont été exécutés dans le respect

.../...

des conditions prescrites par ou en vertu de l'arrêté en projet.

Cette règle doit être clairement et explicitement énoncée dans le paragraphe 1er.

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, de l'accord du délégué du Gouvernement, les mots "lors de la réception provisoire et" doivent être omis; en outre, les mots "lors du décompte final" doivent également être omis car le décompte final de l'entreprise peut concerner d'autres travaux non subventionnables entrepris par le bénéficiaire.

Article 10.

Dans le dernier alinéa, compte tenu des explications du délégué du Gouvernement, le mot "réception" doit être remplacé par le mot "transmission".

Articles 11 et 12.

Ces dispositions font double emploi avec les articles 55 et 57 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, lesquels s'appliquent à la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 71, § 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Elles doivent donc être omises.

.../...

Article 13.

Compte tenu des explications du délégué du Gouvernement au sujet de l'objectif poursuivi par la disposition en projet, il est proposé de rédiger celle-ci de la manière suivante :

"Art. Le présent arrêté ne s'applique pas aux travaux pour lesquels une décision d'octroi de subvention a été prise avant son entrée en vigueur".

Article 14.

L'entrée en vigueur envisagée ne se concilie guère avec l'urgence invoquée.

Conformément à l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, le projet d'arrêté produit ses effets dix jours après sa publication au Moniteur belge.

Observations finales.

1. Le texte du projet contient, à certains endroits, des erreurs d'orthographe et de ponctuation. L'auteur du projet veillera à y remédier.

.../...

2. Il y a lieu de mentionner, conformément à l'usage, le premier chapitre comme suit :

"Chapitre premier".

3. Hormis pour le premier d'entre eux, le mot "article" doit être abrégé, conformément à l'usage, par le mot "art. -".

4. Aux articles 6 et 7, la division en paragraphes n'est pas justifiée. En effet, il n'est pas de règle de diviser un article en paragraphes lorsque ceux-ci ne contiennent qu'un seul alinéa.

5. Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"(...) le vide juridique qui existe depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 04.03.1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier".

*

* *

Voorafgaande formaliteiten.

Het ontworpen besluit moet vanwege zijn budgettaire weerslag de akkoordbevinding van de Minister van Begroting krijgen.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Regering is die akkoordbevinding nog niet verkregen.

Het ontworpen besluit wordt onderzocht onder voorbehoud dat die akkoordbevinding wordt verkregen.

*

* *

.../...

Onderzoek van het ontwerp.

Algemene opmerkingen.

1. Op grond van de huidige lezing van het ontworpen besluit kan niet nauwkeurig worden bepaald :

- a) op welk tijdstip de subsidie-aanvragen waarop het besluit van toepassing is, moeten worden ingediend;
- b) hoe de dossiers voor de subsidie-aanvraag moeten worden samengesteld;
- c) welke instantie beslist over de subsidie-aanvraag, en volgens welke procedure.

2. Verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit verwijzen naar de vergunning vereist overeenkomstig artikel 27, § 2, van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerende erfgoed.

Er wordt op gewezen dat, in tegenstelling tot het standpunt dat door de stellers van het ontwerp lijkt te worden gehuldigd, die vergunning niet noodzakelijk vereist is voor alle werkzaamheden die aanleiding kunnen geven tot het toekennen van een subsidie (1).

(1) Inzonderheid alle onderhoudswerken vermeld in artikel 3, 1^o, van het ontworpen besluit vallen niet in één van de categorieën van werkzaamheden waarvoor krachtens artikel 27, § 2, van de ordonnantie van 4 maart 1993 een vergunning

Voorts moet in verband met de werkzaamheden waarvoor de genoemde vergunning vereist is, nader worden bepaald hoe de procedure voor het verkrijgen van een vergunning moet worden gecombineerd met de procedure voor het verkrijgen van een subsidie.

De hele ontworpen tekst moet worden herzien in het licht van die opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen.

Opschrift.

Voorgesteld wordt de tekst van het opschrift als volgt te stellen :

"Ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor het toekennen van een subsidie aan een privaatrechtelijk rechtspersoon voor aan een beschermd goed uitgevoerde werken tot behoud".

Aanhef.

In het ontwerp wordt niet verwezen naar het advies van de inspecteur van financiën.

vereist is.

.../...

Tussen het tweede en het derde lid moet een tweede lid worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 3 april 1996;".

Voordrachtformulier.

Aangezien de Minister van Begroting het besluit mede ondertekent, moet zijn naam voorkomen in het voordrachtformulier.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Het ontworpen besluit bevat geen bijzondere bepaling met betrekking tot de goederen toegankelijk voor het publiek. Bijgevolg moet onderdeel 4° vervallen.

2. Gelet op de toelichtingen van de gemachtigde van de Regering, wordt voor onderdeel 5° de volgende tekst voorgesteld :

"5° onbewoond goed : het beschermde goed dat gedurende een periode van ten minste vijf jaar voorafgaand aan de indiening van de subsidie-aanvraag niet is aangewend overeenkomstig de bestemming voorgeschreven in een ste-

.../...

debouwkundige vergunning of, bij ontstentenis ervan, overeenkomstig de oorspronkelijke bestemming;".

3. In onderdeel 8° moet nauwkeurig worden vermeld naar welke bepalingen wordt verwezen.

Artikel 2.

Uit de toelichtingen van de gemachtigde van de Regering blijkt dat artikel 2 alleen tot doel heeft andere bepalingen van het ontworpen besluit aan te kondigen, inzonderheid artikel 6, § 2, en artikel 7.

Artikel 2 is dus overbodig, zodat het moet vervallen. De woorden "Binnen de perken van de begrotingskredieten" moeten evenwel worden ingevoegd aan het begin van de tekst van artikel 6, § 1.

Artikel 3.

1. Sommige elementen bedoeld in onderdeel 1° zijn strikt genomen geen werkzaamheden, zo bijvoorbeeld onderdeel 1°, a, en 1°, k.

De tekst moet worden herzien, waarbij ervoor gezorgd wordt dat alle opgesomde elementen werkzaamheden zijn.

.../...

2. De woorden die voorkomen in onderdeel 2°, b, zijn strijdig met de betekenis die ze gewoonlijk hebben : "de vervanging van ... elementen ... die niet meer geres-taureerd kunnen worden" kan immers niet als "restauratie-werken" worden gedefinieerd.

De tekst moet worden herzien teneinde iedere mis-interpretatie te voorkomen.

3. Gelet op de toelichtingen van de gemachtigde van de Regering moeten in onderdeel 3° tussen de woorden "werken" en "onder andere" de woorden "bedoeld in 1° of 2°" worden ingevoegd. Het zou overigens beter zijn de woorden "onder andere" te vervangen door het woord "inzonderheid". Ook dient de uitdrukking "deze die", die niet-correct is, vervangen te worden door de woorden "die welke" en dient het woord "herbestemming", dat ongebruikelijk is, vervangen te worden door de woorden "nieuwe bestemming".

Artikel 4.

Gelet op de toelichtingen van de gemachtigde van de Regering moeten in onderdeel 2° de woorden "geschatte waarde" vervangen worden door de woorden "totale geschatte waarde".

Hoofdstuk II - Artikel 5.

.../...

1. De tekst moet worden herzien, waarbij duidelijker moet worden bepaald op welk tijdstip de erin voorgeschreven verplichtingen moeten worden nageleefd.

2. In onderdeel 4° moet de tekst bepalen wat de woorden "technische controle" en het "rapport" inhouden, wie ermee belast wordt en tot welke maatregelen ze aanleiding kunnen geven.

3. Onderdeel 6° moet als overbodig vervallen.

4. In onderdeel 9° schrijve men :

"9° de openbare fondsen aangeven die hij ontvangen heeft, alsook de subsidie-aanvragen die hij ingediend heeft voor de aan zijn beschermde goed geplande werken".

5. De strekking van de verplichting waarin onderdeel 10° voorziet, verschilt fundamenteel van de strekking van de overige verplichtingen vervat in artikel 5.

Onderdeel 10° moet bijgevolg in een afzonderlijke bepaling worden opgenomen.

Artikel 6.

.../...

1. Aan het begin van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men :

"Art. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt het bedrag van de subsidie bepaald en vastgelegd op basis van ...".

2. Uit de toelichtingen van de gemachtigde van de Regering blijkt dat, in tegenstelling tot de indruk die de tekst van artikel 6, § 2, kan wekken - inzonderheid door het aanwenden van de woorden "bij de berekening van de subsidie" -, de bevoegdheid die deze bepaling aan de Regering verleent, van regelgevende aard is, doch geen bevoegdheid die geval voor geval wordt uitgeoefend naar aanleiding van het onderzoek van iedere subsidie-aanvraag.

In werkelijkheid bepaalt artikel 6, § 2, zich aldus ertoe de goedkeuring aan te kondigen van een verordeningbesluit van de Regering. Zulk een bepaling moet als overbodig vervallen.

Artikel 7.

1. Ter wille van de overeenstemming met de wettelijke terminologie vervange men in de Franse lezing de woorden "une fondation" door de woorden "un établissement".

.../...

2. Volgens datzelfde punt b moet de "zetel" van de vereniging zonder winstoogmerk of van de instelling van openbaar nut in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest "gevestigd zijn", met andere woorden, ze moeten er zetelen. Deze voorwaarde houdt geen verband met de doelstellingen die de wetgeving op het behoud van het onroerende erfgoed beoogt. Bijgevolg moeten de woorden "waarvan de zetel gevestigd is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" vervallen, daar anders een discriminatie wordt ingevoerd ten aanzien van de verenigingen zonder winstoogmerk en de instellingen van openbaar nut die niet in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zetelen.

Artikel 9.

1. Uit de toelichtingen van de gemachtigde van de Regering blijkt dat de subsidie pas kan worden uitbetaald nadat de dienst monumenten en landschappen vastgesteld heeft dat de werkzaamheden uitgevoerd zijn met inachtneming van de voorwaarden voorgeschreven door of krachtens het ontworpen besluit.

Deze regel moet duidelijk en uitdrukkelijk worden gesteld in paragraaf 1.

2. De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat in paragraaf 2, tweede lid, de woorden "bij de voorlopige oplevering en" moeten vervallen; bovendien, moeten ook de woorden "bij de ontvangst van de eindafrekening der

.../...

werken" vervallen, daar de eindafrekening van de onderneming betrekking kan hebben op andere niet-subsidieerbare werkzaamheden die door de begunstigde zijn verricht.

Artikel 10.

Gelet op de toelichtingen van de gemachtigde van de Regering moeten in het laatste lid de woorden "de ontvangst" vervangen worden door de woorden "de overzending".

Artikelen 11 en 12.

Deze bepalingen zijn een overbodige herhaling van de artikelen 55 en 57 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit, die krachtens artikel 71, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten toepasselijk zijn op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Zij moeten dan ook vervallen.

Artikel 13.

Gelet op de toelichtingen van de gemachtigde van de Regering omtrent het door de ontworpen bepaling beoogde doel, wordt voorgesteld deze bepaling als volgt te stellen :

.../...

"Art. Dit besluit is niet van toepassing op de werken waarvoor een beslissing tot toekenning van een subsidie genomen is vóór de inwerkingtreding ervan".

Artikel 14.

De voorgenomen inwerkingtreding is lang niet in overeenstemming met de aangevoerde dringende noodzakelijkheid.

Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen treedt het ontwerp van besluit in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Slotopmerkingen.

1. Op verscheidene plaatsen in de ontworpen tekst komen fouten op het stuk van de spelling en de interpunctie voor. De steller van de tekst moet ervoor zorgen dat deze weggewerkt worden.

2. Overeenkomstig het gebruik moet hoofdstuk 1 in de Franse tekst als volgt worden aangegeven : "Chapitre premier".

.../...

3. Artikel 1 uitgezonderd, moet het woord "artikel" steeds afgekort worden aangegeven, te weten met het woord "art. -".

4. Er is geen grond om de artikelen 6 en 7 in paragrafen te verdelen. Als regel geldt immers dat een artikel niet in paragrafen wordt ingedeeld als ze slechts één enkel lid bevatten.

5. De Nederlandse tekst van sommige artikelen is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men in artikel 1, onderdeel 7°, "de gezamenlijke belastbare inkomsten ... en in voorkomend geval diens echtgenoot of de persoon met wie deze samenwoont, de aanvraag indient;". In artikel 3, 1°, k, schrijve men "die toegepast moeten worden met betrekking tot ... in aanmerking worden genomen voor ...". In artikel 4, 1°, gebruike men de voltooid tegenwoordige tijd in plaats van de onvoltooid verleden tijd; deze opmerking geldt voor het hele ontwerp. In datzelfde artikel 4, 3°, schrijve men "zoals voorgeschreven in ...". In artikel 5, 1°, schrijve men "de vergunning verkrijgen" in plaats van "de toestemming bekomen". In artikel 5, 3°, schrijve men "... het besluit van 9 november 1993 betreffende ...". In onderdeel 4° van datzelfde artikel schrijve men "overzenden" in plaats van "overmaken"; deze opmerking geldt voor het hele ontwerp. In onderdeel 6° schrijve men "alsook" in plaats van "evenals". In onderdeel 7° schrijve men "onder de controle van ...". In artikel 7, tweede lid, 1°, b, schrijve men "die de bescherming van het erfgoed tot doel heeft". In artikel 10, tweede lid, schrijve men "... overgezonden uiterlijk vier maanden na ...".

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. BOUCQUEY,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. CUVELIER, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. CUVELIER, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.